

## **Jean Paul KOTEMBÈDOUNO**

Doctorant, et ancien Attaché temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Ecole de droit de la Sorbonne (ATER)  
Élu Représentant des doctorants au Conseil du Département de droit comparé de l'Ecole de droit de la Sorbonne (EDS)  
[jpkotembedouno@yahoo.fr](mailto:jpkotembedouno@yahoo.fr)

**Membre du Conseil National de la Transition (Guinée) ; Rapporteur de la Commission Constitution, Lois Organiques, Administration publique, organisation judiciaire.**

### Formations

Thèse de doctorat en Droit public : En préparation à l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne  
Sujet : « Les politiques juridiques des Etats d'Afrique de l'Ouest en matière de contrôle des sociétés minières »

Octobre-Mai 2016, Auditeur (programme intégral de droit international) à l'Institut des Hautes Etudes Internationales (IHEI) de l'Université Paris 2, Panthéon-Assas.

2014-2015 : Master 2 Droit comparé à l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne. Sujet de mémoire : « Les aspects juridiques de la participation de l'Etat au capital des entreprises minières », Mention Bien, Major de promotion.

2013-2014 : Master 2 Francophonie et Mondialisation, spécialité « Collectivités locales, Décentralisation et Relations internationales à l'Université Jean Moulin, Lyon 3, Mention Ab.

Avril 2014 : Certifié de Droit international humanitaire à l'Université Jean Moulin, Lyon 3  
2012-2013 : Master 1 Droit public général à l'Université Lumière, Lyon 2

2008-2009 : Maîtrise en Droit public, Université de Sonfonia. Sujet de mémoire : « La souveraineté de l'Etat dans les organisations d'intégration : étude à partir de l'exemple de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) » : Mention excellente, Major de promotion.

2007-2008 : Licence 3 en Droit public à l'Université de Sonfonia, Mention Bien, Major de promotion.

### Expériences

Depuis Février 2022 : Membre du Conseil National de la Transition (Guinée) ; Rapporteur de la Commission Constitution, Lois Organiques, Administration publique, organisation judiciaire.

2015-2020 : Chargé d'enseignement à l'Ecole de droit de la Sorbonne, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne

2015-2018 : Doctorant contractuel chargé d'Enseignement. Ensuite, depuis 2018, Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à l'Ecole de droit de la Sorbonne.  
Mission d'enseignement : animation de travaux dirigés en :

Droit international économique (Master 1), dans l'équipe du Professeur Hervé Ascensio (depuis 2016).

Droit international des investissements (Master1), dans l'équipe des Professeurs Raphaële Rivier, Laurence Dubin et Sabrina Robert-Cuendet (depuis 2016).

Droit constitutionnel (L1), dans l'équipe des Professeurs Bernard Dolez, Xavier Philippe et Julie Benetti et Bastian François (depuis 2017).

Droit international public (L3), dans l'équipe du Professeur Yann Kerbrat (2016) et dans l'équipe du Professeur Evelyne Lagrange (2020).

Introduction au Droit international et aux Relations internationales (L1), dans l'équipe des Professeurs Jean Matringe et Evelyne Lagrange (2015 et 2020).

2017-2020 : Responsable du Pôle droit minier au Réseau international des juristes africanistes (RIJA)

Mi-Juillet 2014 : Stagiaire à l'Institut international pour la Francophonie (2IF). Mission principale : l'organisation de l'université francophone d'été sur la « Décentralisation et la coopération décentralisée internationale ».

Janvier 2020 : Consulté par l'Entreprise française de soutien à l'Enseignement supérieur « *JurisLogic* » pour préparer des cours de Relations internationales destinées aux étudiants en facultés de droit.

Depuis mars 2020 : Consulté par l'Entreprise Ouest-africaine *Community Leadership Institute-West Africa (CLIWA)* pour préparer et animer des cours d'« Introduction aux grandes questions de Diplomatie et des Relations internationales ».

28 mai au 24 juin 2021 : Animation de séminaires de « Droit minier comparé » animé au Master 2 Droit minier et droit de l'environnement et au Master Droit public fondamental.

3 septembre 2021, désigné Responsable du Pôle juridique du Mouvement mondial des Femmes Leaders panafricaines (MMFLP).

22 Décembre 2021 : Désigné Vice-Président du Réseau international des Juristes africanistes (RIJA).

## Conférences animées et Tables-rondes

### **1. Sur des questions de droit international**

Aspects juridiques de l'actualité de l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dans le cadre de la Conférence organisée par l'Académie africaine de la pratique du droit international sur la thématique : « l'OMC et le Droit international économique », 9 décembre 2019.

« Les défis des Règles d'origine dans l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECaf) », dans le cadre de la Conférence organisée par l'Académie africaine de la pratique du Droit international sur la thématique : « Défis et opportunités de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), 9 juillet 2020.

« Standards substantiels de protection des investisseurs étrangers en droit international économique », Séminaire animé au Ministère guinéen des investissements et des partenariats public-privé, les 4-5 Juillet 2019.

« Configuration et reconfiguration des organisations régionales : regards sur les aspects juridiques du projet d'adhésion du Royaume du Maroc à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ». Sujet présenté aux Entretiens d'actualité de l'Institut de Recherche en Droit international et Européen de la Sorbonne (l'IREDIÉS), 4 février 2018.

## **2. Sur des questions de Droit minier**

« Ressources naturelles africaines : enjeux de convoitises plurielles », sur invitation de l'Amicale des étudiants caribéens, africains et sympathisants de la Sorbonne (AMECAS), 29 avril 2020.

« Les enjeux de la réforme minière en RDC », invité par le Réseau international des juristes africanistes. (55 rue de Dunkerque à Paris (75009), 30 mai 2018.

« Institutions africaines et lutte contre la corruption », Réseau international des juristes africanistes, (55 rue de Dunkerque à Paris 75009), 27 février 2019.

## **3. Sur des questions constitutionnelles**

« Vers une succession au pouvoir de « Père en fils » en Afrique centrale ? », invitation du Think tank Nkafu Policy Institute (Division Gouvernance et démocratie), 06 octobre 2021.

« Liberté d'expression sur internet dans le monde », invitation de *The European Law Students' Association* (ELSA) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 27 novembre 2019.

« Citoyenneté et développement : regards croisés », (Mairie de Bobigny), 16 mars 2019.

« Projet de nouvelle Constitution, une cristallisation du précédent ? », dans le cadre de la thématique générale : « Alternance démocratique et problématique d'une nouvelle Constitution en Guinée » (25 rue Lantiez 75017 Paris), 14 décembre 2019.

« Alternance démocratique à l'épreuve du projet de changement de Constitution en République de Guinée », (au 177 rue de Charonne 75011 Paris), 5 octobre 2019.

« Faut-il "décoloniser" les systèmes juridiques des Etats d'Afrique francophone ? » Sujet présenté, à l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, sur invitation de l'Amicale des étudiants caribéens et africains de la Sorbonne (AMECAS), 3 Janvier 2018.

(Conférence en ligne) « Les limites admissibles à l'exercice des libertés en circonstances sanitaires exceptionnelles en droit guinéen », sur invitation d'auditeurs de Master 2 de l'Université de Sonfonia, 12 avril 2020.

« Le procès pénal est-il entrain de devenir un nouveau moyen d'exclusion aux compétitions électorales ? », sur invitation du Réseau international des juristes africanistes (RIJA), 15 juillet 2021.

« Les groupes de pression », sur invitation du Chef de département de droit public de l'Université de Sonfonia, pour animer une conférence de clôture du Cours de Science politique (Amphi Yolande).

## **4. Sur des questions de droit de la commande publique**

« La commande publique dans l'Espace Ouest-africain : quels contrats pour quels besoins ? » (Paris), Réseau international des juristes africanistes (Table-ronde), 14 décembre 2016.

« Marchés publics et Partenariats public-privé dans les espaces CEDEAO et UEMOA », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 15 avril 2016.

« Hausse des frais d'inscription en France pour les étrangers : Quelles implications pour les étudiants africains », (Panel partagé avec le président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 12 place du Panthéon 75005 Paris, 18 avril 2019.

## Publications

### **1. Ouvrages collectifs**

« Etat de droit et mutations constitutionnelles en République de Guinée depuis l'indépendance ». In, EDJANGUE J-C. (dir.), *Rencontres autour des indépendances africaines. Le rôle de la Guinée*, L'Harmattan, 2021, 184 p.

KOTEMBEDOUNO J.-P., « Populations et exploitation minière dans les Etats africains : étude critique des mécanismes organisant l'obligation de contribuer au développement communautaire ». In, AKILIMALI J.B., MUHINDO T. M., (Dir.), *L'Etat africain et la crise postcoloniale. Repenser 60 ans d'alternative institutionnelle et idéologique sans alternative socioéconomique*, Paris, L'Harmattan, 2021, 518 p.

« COVID-19 et Bricolage constitutionnel en République de Guinée : réflexion critique à partir de la falsification du texte constitutionnel approuvé par le peuple ». In, BA M. (dir.), *Covid-19 et Constitutions*. (en cours de publication).

### **3. Articles**

« L'annulation des sentences du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) », *Revue de droit public et science politique de l'Université de Sonfonia*, 2017, pp. 12-37.

« Le référendum et le mandat présidentiel depuis l'amorce de la « transition démocratique en Afrique : contribution à une étude critique » (en cours de publication sur The IACL Blog dans le cadre de *The International Association of Constitutional Law World Congress 2022*, Johannesburg, South Africa).

### **4. Articles de presse**

Aspects conceptuels du Communiqué de prise de pouvoir par le Comité national de Rassemblement et de Développement ». *Ledjely*, 11 septembre 2021.

« Validité ou invalidité des actes de suspension ou d'interruption de l'ordre constitutionnel » *Guinée Nondi*, 15 Septembre 2021.

« Contribution à l'étude critique du Cadre permanent du dialogue politique et social », *Média Guinée*, 23 août 2021.

« Contribution à la détermination du nombre de Républiques en Guinée : pour un changement de perception », *Le Matinal Plus*, 17 août 2021.

« Aspects pénaux de la fraude pendant les examens et concours en République de Guinée », *Le Matinal Plus*, 17 juillet 2021.

« Validation et invalidation de la candidature de Antonio Souaré à la Présidence de la Fédération guinéenne de football : que sais-je ? », *Mosaïque Guinée*, 27 mai 2021.

« Coup d'Etat au Tchad : dévolution constitutionnelle versus dévolution patrimoniale du pouvoir », *Infos premières*, 20 avril 2021.

« La Résolution adoptée le 06 janvier par l'Assemblée nationale guinéenne sur les Coordinations régionales ne change pas l'état du droit », *Mosaïque*, février 2021.

« Contribution à l'étude critique de l'Arrêté conjoint n°002 du 5 janvier 2021 d'interdiction de la Chicha », *Mosaïque guinée*, février 2021.

« Le boycottage : contribution à l'étude d'un concept au centre de l'actualité guinéenne », *Droit prime*, 14 novembre 2020.

« La falsification, du projet de constitution approuvé par référendum, avant sa publication : l'Etat sans constitution ? », *Mosaïque Guinée*, 29 mai 2020.

« Entreprises minières, affiliation et investissement en Afrique », *Droit prime*, 11 novembre 2020 ».

« La préférence nationale dans l'exploitation artisanale des ressources minières des Etats d'Afrique de l'Ouest : quelques remarques », *Droit prime*, 9 novembre 2020.

« Clauses de stabilisation dans les réglementations minières des Etats d'Afrique de l'Ouest : quelques questions de fond », *Droit prime*, 8 novembre 2020.

« Etat guinéen et dignité humaine : petit regard rétrospectif », *Droit prime*, 4 novembre 2020.

« Le concept de changement de République », *Guinée nondi*, 5 septembre 2020.

« Réflexion critique sur la notion de rupture d'équilibre telle que présentée dans le rapport d'Audit sur le projet de Constitution en Guinée », *l'Inquisiteur*, 13 février 2020.

Newsletter « L'Agence guinéenne de promotion des investissements privés (APIP) », Cabinet d'avocat *Bird & Bird* Paris, Novembre 2017.

### **Consultations dans des émissions télévisées sur des questions constitutionnelles en lien avec l'Afrique**

#### **Sur Africa 24 :**

2 juin 2010, invité sur Africa 24 (l'invité du jour). Thème : « La Falsification, avant sa publication, du texte constitutionnel approuvé par voie référendaire par le peuple de Guinée » (15 Rue Cognacq Jay 75007 Paris).

7 mai 2019, invité dans l'émission (Polititia). Thème : « la Réforme constitutionnelle relative à la suppression du poste de Premier ministre au Sénégal ».

18 février 2020, invité dans l'émission (Polititia). Thème : « la Crise constitutionnelle et électorale Bissau-guinéenne (15 Rue Cognacq Jay 75007 Paris).

25 février 2020, invité dans l'émission (Polititia). Thème : « Questions constitutionnelles impliquées dans la crise électorale au Togo (élections présidentielles de 2020) »

17 septembre 2021, appelé pendant le journal d'Africa 24. Sujet : « les sanctions adoptées par la CEDEAO à l'encontre du Comité national de rassemblement et de Développement (Comité auteur du coup d'Etat militaire du 5 septembre 2021) ».

#### **Sur télé Sud**

29 octobre TéléSud, (l'invité du jour) (Paris). Thème : « Questions constitutionnelles afférentes au processus de changement de la Constitution du 7 mai 2010 en Guinée ».

### **Sur la Radio Télévision guinéenne (RTG),**

13 août 2016 : invité dans l'émission « Justice information droit ». Thème : « Justice et démocratie à l'aune des principes de convergence constitutionnelle en Afrique de l'Ouest ».

### **Sur Espace TV**

1 octobre 2021, invité dans l'émission « *Grandes gueules* ». Sujet : « Analyse des implications juridiques de la prestation de serment du Président du Comité national du Rassemblement pour le développement (CNRD).

10 septembre 2021, invité dans l'émission « *Politiquement correct* ». Sujet : « Des implications juridiques de la suspension de l'ordre constitutionnel ».

30 juillet 2019, invité à la Radio Espace FM dans l'émission (*Le grand direct*). Thème : « Le projet de changement de la Constitution du 7 mai 2010 ». (Conakry).

10 juin 2021, invité dans l'émission « *Grandes gueules* ». Sujet : « Aspects juridiques de la crise générée par l'exploitation artisanale des mines à Gaoual. Implications constitutionnelles du Cadre permanent du dialogue politique et social ».

### **Sur Djoma TV**

17 septembre, invité dans l'émission « *On refait le Monde* ». Sujet : « Aspects juridiques de la réouverture des frontières terrestres et des concertations politiques menées par le Comité national de Rassemblement et de Développement (Comité auteur du coup d'Etat militaire du 5 septembre 2021) ».

12 septembre 2021, invité dans l'émission « *CQFD* ». Sujet : « Des implications juridiques de la suspension de l'ordre constitutionnel ».

6 Septembre 2021, dans l'émission, « *On refait le Monde* ». Sujet : « Analyse juridique du coup d'Etat du 5 septembre 2021 ».

21 juin 2021, invité dans l'émission « *On refait le Monde* ». Sujet : « Aspects juridiques de l'actualité afférente à la Grâce présidentielle et de la crise électorale à la Fédération guinéenne de football ».

19 juin 2021, invité dans l'émission « *CQFD* », sujet : « Enjeux de la crise sécuritaire au Sahel ».

### **Sur FIM FM**

30 septembre 2021, invité dans l'émission « *Mirador* ». Sujet « Analyse de la Charte guinéenne de la transition du 21 septembre 2021 ».

19 juin 2021, invité dans l'émission « *Alinéa* ». Sujet « La nature du régime politique guinéen sous l'empire de la Constitution du 7 avril 2021 ».

18 juin 2021, invité dans l'émission « *Mirador* ». Sujet « Etude critique du cadre permanent du Dialogue politique et social institué par le décret 031 du 27 janvier 2021 ».

13 juin 2021, invité dans l'émission « *Le Grand Gisement* ». Sujet « Actualité de l'exploitation artisanale des mines en droit guinéen »

## **Domaines de compétences**

Droit minier (droit matériel, négociation des contrats - Contentieux des industries minières) -  
Droit constitutionnel - Analyse de politiques publiques – Décentralisation et collectivités  
locales - Arbitrage transnational - Droit international économique - Droit international des  
investissements.

### Compétences linguistiques

Français

Anglais (compétence professionnelle limitée)

Kisiéi (langue maternelle), parlé en Guinée, en Sierra Léone, au Libéria.

Malinké (compétence complète), parlé sous des formes variées en Guinée, au Mali, en Côte  
d'Ivoire, au Burkina Faso etc.

Soussou (compétence limitée) parlé en Guinée.

### Compétences informatiques

Maîtrise du Pack Office

### Centre d'intérêt

Analyse du fonctionnement des régimes politiques africains depuis l'enclenchement de la  
« transition démocratique ».